

RÉFLEXIONS SUR L'INTÉRÊT DE LA RECHERCHE EN HORTICULTURE A MADAGASCAR (*)

Affirmer que les problèmes posés par l'accroissement de la population mondiale constituent le souci majeur de notre génération ne peut être considéré de nos jours comme une formule de style mais bien comme une évidence que personne ne peut contester. On estime que d'ici la fin du siècle la population mondiale aura plus que doublé. Encore convient-il de préciser que cette explosion démographique se nuancera selon les régions du globe et que dans le cas particulier de Madagascar l'accroissement du nombre de ses habitants constituera un des facteurs déterminant du développement économique du pays.

En admettant que le niveau de l'alimentation de la population soit simplement maintenu à son taux actuel, il faut donc penser que les ressources en produits alimentaires doivent être augmentées dans les mêmes proportions. Pourtant, le niveau de l'alimentation ne peut être considéré comme parfaitement suffisant et il paraît désirable d'améliorer les insuffisances qualitatives de la ration alimentaire.

John D. ROCKFELLER, dans le discours inaugural qu'il prononça lors de la seconde session de la Conférence de l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture à Rome en 1961 sur le sujet « Humanité, nourriture et bien-être », a attiré l'attention sur l'importance que jouaient certaines plantes dans l'alimentation humaine.

Si le nombre des espèces végétales connues des botanistes dépasse 250.000, l'homme tout au cours de son histoire et selon les régions où il se trouvait n'en a guère utilisé que 3.000 pour se nourrir, puis au cours de son évolution ce nombre s'est peu à peu restreint pour amener l'agriculture à concentrer ses efforts sur celles qui lui paraissaient les plus intéressantes. Ainsi on peut compter que l'agriculture mondiale en économie ouverte ne se consacre qu'à la culture de 300 plantes environ parmi lesquelles 12 d'entre elles produisent à elles seules près de 90 % des ressources alimentaires mondiales. Ces douze espèces classées par ordre d'importance sont le riz, le blé, le maïs, la canne à sucre, la betterave sucrière, la pomme de terre, la patate douce, le manioc, le haricot, le soja, le cocotier et le bananier.

*) M. Robert COUTAN, Ingénieur horticole, Ingénieur d'agronomie, Expert de la F.A.O. en matière d'horticulture. Ministère de l'Agriculture, de l'Expansion rurale et du Ravitaillement.

Cette énumération situe bien un problème : la plupart de ces plantes donnent essentiellement des aliments amylacés — glucides, amidon et sucres — et une telle prédominance, si elle était encore accentuée, constituerait un risque de déséquilibre. Ce déséquilibre explique, pour **certains pays, la fréquence des maladies de malnutrition assez connues** telles que le Kwashiorkor, le béribéri, diverses autres avitaminoses mais aussi **à un moindre degré des anémies ou une moindre résistance aux maladies** provoquées ou aggravées par le manque d'aliments protecteurs.

L'accroissement de la production étroitement lié à l'accroissement de la consommation des fruits et des légumes — notamment des légumineuses à grains — apparaît comme un des moyens les meilleurs et en tout cas le plus économique pour assurer un bon équilibre de la ration alimentaire en apportant des protéines végétales, des vitamines et des sels minéraux.

Peut-être convient-il de rappeler que dans le passé les spécialistes en planification agricole de certains pays n'ont pas toujours attribué assez d'importance à ces questions nutritionnelles. Le principal objectif, au demeurant louable, fut d'assurer un accroissement de la production des cultures vivrières notamment des céréales et des plantes racines, mais aussi le développement de cultures industrielles d'exportation. Sans entraîner un bouleversement, il paraîtrait heureux que la planification accorde alors plus d'importance à d'autres cultures capables d'assurer un bon équilibre de la ration alimentaire.

Déjà un intérêt très marqué est né dans les sphères gouvernementales mettant en avant le rôle des aliments protecteurs ainsi que la nécessité de leur vulgarisation. De même doit se manifester corollairement un intérêt accru pour intensifier et améliorer la production des fruits et des légumes.

Au même titre que pour les autres branches de la production agricole, la recherche en horticulture constitue la seule base d'une réelle intensification et de l'amélioration de la production et de la consommation des fruits et des légumes.

Madagascar, à ce titre, a un rôle propre à jouer, car la particularité de son milieu naturel constitue à la fois un avantage et un inconvénient. Nous voulons dire, qu'à la différence de petits pays qui peuvent exploiter des résultats obtenus par des voisins plus avancés, Madagascar par sa situation, ses climats et ses sols très variés ne peut guère envisager dans tous les cas des extrapolations risquées. En revanche, ces mêmes caractères peuvent lui permettre une diversification, une complémentarité des productions qui peuvent lui éviter, dans une large mesure, le recours à l'importation systématique, tout en lui permettant d'exporter une part de certaines productions.

Nous n'aurions garde d'oublier que son caractère d'insularité constitue pour Madagascar un avantage sérieux sur lequel peut s'appuyer efficacement une police phytosanitaire en diminuant notablement les risques d'introduction de parasites dont l'incidence peut être lourde dans l'économie de nombreux pays.

Un point particulièrement important mérite d'être mis en relief pour ce qui concerne l'avancement mondial de la recherche en matière de production fruitière et légumière. Pendant longtemps, cette recherche n'a été que très fragmentaire et n'a donné lieu qu'à des études forcément restreintes mais pourtant assez fructueuses si on met en balance les moyens très modiques dont elle a disposé. Par contre, on assiste dans de nombreux pays et depuis quelques années à un effort considérable entrepris dans les secteurs de la recherche horticole.

Ces efforts, il est intéressant de le préciser, ne sont pas déployés seulement dans les pays dits « nantis » mais également dans de nombreux pays en voie de développement. Pour donner une idée de la progression très rapide de ces recherches, on peut relever que dans une revue spécialisée dans l'analyse des publications scientifiques et techniques, 430 résultats de travaux étaient présentés en 1931 alors qu'ils s'élevaient à près de 7.300 analyses en 1961.

Madagascar, pour sa part, s'est lancé résolument dans une voie semblable depuis quelques années, grâce à l'initiative de son Gouvernement. Beaucoup de choses restent à faire, il est vrai, dans ce secteur très vaste qui justifierait à lui seul des moyens considérables mais où des bases déjà très sûres sont dès maintenant disponibles.

A côté d'études à caractère nettement scientifique, dont le programme déjà établi doit être poursuivi pendant un laps de temps très long, (nous pensons spécialement aux problèmes de climatologie et de physiologie végétale, à ceux concernant la génétique des plantes horticoles et à ceux intéressant les diverses formes du parasitisme), il semble exister des possibilités certaines d'amélioration quantitative et qualitative des productions fruitières et légumières. Ces possibilités consisteraient, pour de nombreuses espèces dans des introductions judicieuses et soignées d'obtentions nouvelles provenant de pays étrangers. Celles-ci devraient être faites non en pensant à ce qui est dès maintenant vulgarisé dans d'autres pays mais d'une façon beaucoup plus prospective à ce qui se fera dans un avenir de cinq ou dix ans.

Peut-être convient-il sur ce point de donner des exemples : la prospérité fruitière de l'Italie pendant la période d'entre-deux-guerres s'est bâtie sur l'initiative de la culture de variétés d'Outre-Atlantique alors que les autres pays d'Europe conservaient leurs variétés traditionnelles et ce n'est qu'après la seconde guerre mondiale que des pays tels que la France, la Belgique, les Pays-Bas et l'Allemagne en entreprenant de vastes reconversions des vergers ont pu aligner une production dans des variétés plus récentes capables d'entrer en concurrence ; le jeune Etat d'Israël en se lançant dans la production de l'avocatier et l'exportation de ce fruit sur l'Europe où il était inconnu s'est assuré pour quelques années une position enviable (ne dit-on pas là-bas qu'un hectare d'avocateurs rapporte autant que dix hectares d'agrumes dont la réputation est pourtant mondiale).

Il est certainement difficile de dire avec assez de précision où se situe l'avenir de Madagascar en matière de production fruitière et

légumière. Nier cet avenir serait grave et injuste, le préciser sans élément économique ni technique suffisant serait dangereux. Une mise en comparaison de diverses techniques culturales dont certaines seraient basées sur des données scientifiques appliquées avec discernement telles que préparation des sols, fertilisation, mode de multiplication, méthodes de culture et de lutte antiparasitaire, méthode de récolte et de commercialisation devrait permettre des choix rapidement vulgarisables capables de hausser rapidement la production à un niveau satisfaisant.

La mise en comparaison des matériels végétaux d'origine locale ou nouvellement introduits permettrait de déterminer rapidement un choix de variétés fruitières et légumières de haute productivité et d'une qualité qui justifierait un courant commercial international.

Un tel programme ne manque certes pas d'ambition. Il est à la mesure des objectifs du Gouvernement et sa réalisation doit être assez fructueuse pour apporter une contribution de poids au développement harmonieux de Madagascar. Il permettrait ainsi que l'a écrit le Docteur SEN, Directeur Général de l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture, au « paysan resté dans l'immobilisme pendant des siècles, en grande partie parce que nul ne s'occupait de lui et ne songeait à l'encourager » à sentir une aide pour « se lancer dans l'économie de marché avec l'espoir d'y trouver une meilleure rémunération de son travail ».